ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juin 2016

RELATIVE À LA COMPÉTENCE DU DÉFENSEUR DES DROITS POUR LA PROTECTION
DES LANCEURS D'ALERTE - (N° 3786)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 9

présenté par
M. Denaja

ARTICLE PREMIER

Rédiger ainsi les alinéas 23 et 24 :

« 7° L'article 20 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les personnes ayant saisi le Défenseur des droits ne sauraient faire, pour ce motif, l'objet de mesures de rétorsion ou de représailles, sans préjudice des dispositions de l'article 226-10 du code pénal. » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le Défenseur des droits n'a pas vocation à instruire les alertes émises, mais à orienter les lanceurs d'alerte vers les autorités administratives ou judiciaires compétentes et à leur assurer une protection juridique. Il n'apparaît, dès lors, pas utile de renforcer ses pouvoirs d'enquête.

A la place, il est proposé de prévoir, pour l'ensemble des domaines de compétence du Défenseur des droits, un dispositif légal de protection des réclamants contre d'éventuelles mesures de représailles, notamment au plan disciplinaire. A fortiori, celui-ci s'appliquerait aux lanceurs d'alerte.